

Analyse

Comment Grégoire Junod a mis la main sur le site de Beaulieu

En dix-huit mois, la Ville a pris le contrôle du site. Une manœuvre due à la vision du syndic, bien aidé par un business en difficulté

Cindy Mendicino

«Les opportunités apparaissent le plus souvent sous la forme de malchance ou d'échec temporaire.» Grégoire Junod a-t-il lu l'ouvrage «Réfléchissez et devenez riche», de Napoleon Hill, chantre du développement personnel? On ne le sait pas.

Ce qui est sûr, c'est que la crise de gouvernance de la Fondation de Beaulieu permet au syndic de Lausanne de profondément changer la relation de la Ville avec ce site de 16 hectares. De les faire siens, alors qu'historiquement Beaulieu est un fief radical. «Et que la gauche lui a toujours un peu tourné le dos», ajoute-t-il. Depuis décembre 2017, tout s'est aligné pour faire passer Beaulieu dans les mains de la Ville. Dans un mélange de situations subies ou provoquées.

Changer la gouvernance

Premier objectif: être seul aux commandes. Depuis les débuts de la Fondation de Beaulieu, en 2000, la gouvernance du site est assumée conjointement par le Canton et Lausanne, les deux principaux bailleurs de fonds. Vaud nommait un président, la Ville le vice-président. Ce modèle de base a toujours rendu la gouvernance diluée entre

les deux niveaux. Mais, si Lausanne a toujours maintenu des élus dans le conseil de fondation, le Canton a rapidement délégué la tâche à des fonctionnaires...

Lorsque la crise éclate, en décembre 2017, c'est l'occasion d'enfin se doter d'un seul leader. Grégoire Junod est choisi pour présider la fondation dans l'urgence. Lausanne s'impose et sera aux commandes. Le Canton se dégage du site. Sans trop devoir être convaincu, dit-on. «Le Canton y voit un centre de congrès, nous y voyons aussi un quartier à développer au cœur de Lausanne», résume Grégoire Junod.

Lancer un audit

Grégoire Junod arrive dans la fondation en 2016. Et lance très vite

un audit sur son fonctionnement. C'est lui qui a décidé de faire le ménage - ce qui a conduit à une plainte pénale déposée en décembre 2017. Quitte à mettre au jour des irrégularités ou des incompétences de ces prédécesseurs? Il ne le dira jamais. Mais il semble qu'il soit prêt à prendre ce risque, si la contrepartie permet au site de Beaulieu de se reconstruire sur des bases totalement différentes.

Inventer un modèle d'affaires

Indépendamment des problèmes de gestion des activités de la fondation, le marché dans lequel elle évoluait subissait de profonds changements. Un modèle d'affaires «mort», avait même dit Grégoire Junod au moment d'annon-

cer la création d'une SA en août 2018. Il a décidé de liquider la Fondation de Beaulieu. Après une crise, une procédure judiciaire et un changement de gouvernance, Lausanne dévoile un nouveau modèle économique pour le site. Le Comptoir peut prendre ses quartiers jusqu'à 2021. Ensuite, les halles nord seront rasées et reconstruites pour accueillir des activités. Lausanne se taille ainsi un lieu dédié aux activités économiques sur 40 000 m², elle qui manque de ce type d'espaces. «Dans moins de dix ans, Beaulieu sera à un débordement de l'aéroport de Genève», dit le syndic socialiste.

Débrancher le Comptoir

L'équilibre économique sur lequel reposait Beaulieu se fragilise

depuis des années et le Comptoir en était la parfaite preuve. C'est un secret de Polichinelle, plus grand monde, du moins dans la capitale, ne tenait absolument à voir le Comptoir Suisse poursuivre sa débandade. Lausanne décide de cesser d'aider financièrement la manifestation à un an de son centenaire. Là encore, le syndic prend un risque, du moins au niveau de son image. Mais il se révèle payant: la nouvelle ne fait presque aucune vague. Le groupe MCH annonce sa fin le 20 novembre 2018. De quoi laisser les coudees franches pour modifier l'affectation du site encore plus vite que prévu.

Rassurer les riverains

Voir une occasion, c'est une chose. Encore faut-il parvenir à fédérer les forces en présence. Les autorités lausannoises n'ont pas oublié l'échec de la tour Taoua. Hors de question de repartir sur un projet urbanistique que les riverains n'accepteraient pas. Une première séance publique a déjà eu lieu. Et la promesse de rester dans les volumes actuels a été faite. «Le quartier a bien accueilli nos idées et sait que ce site a du potentiel», dit Grégoire Junod.

Embarquer la droite

L'autre force en présence, c'est aussi le PLR, et avec lui le milieu du tourisme et de l'économie. Là aussi, pour l'heure, pas de vrai blocage à l'horizon. Tout juste un début de fronde sur l'éventuelle augmentation de la taxe de séjour, survenue après l'annonce de la création de la société anonyme.

Une casse sociale provoquée par la crise

● Au-delà du cas personnel de Marc Porchet, l'ex-secrétaire général de la fondation accusé de fraude par les autorités et innocenté par le procureur, l'affaire Beaulieu a aussi généré une casse sociale. Une demi-douzaine de PME biberonnées par la fondation au point d'avoir acquis le statut non officiel de «mandataires permanents» se sont vues sevrées d'argent du jour au lendemain, fin 2017. RH, communication, bureaux techniques, assistance à maître d'ouvrage: certaines des entités, administrées par des proches du secrétaire général employaient une ou deux personnes, d'autres plus d'une vingtaine. C'était le cas

de la raison individuelle de Marc Porchet, Swiss Management, qui assumait notamment les tâches de secrétariat de la fondation. Beaulieu était le plus gros client de ces entreprises, sinon le seul. En février 2018, une cinquantaine de licenciements avaient été signifiés. «Il y a pour des centaines de milliers de francs de factures encore ouvertes dans plusieurs sociétés. Certaines ont fini par être payées par la fondation, mais très récemment seulement», observe Stefan Disch, l'avocat de Marc Porchet. Actuel directeur de la fondation, Nicolas Gigandet précise que celle-ci a payé «ces derniers mois» pour les travaux SIA dont

la réalisation a pu être établie.

Prises à la gorge dès le début de la crise, certaines sociétés ont dû résilier des baux, vendre leur mobilier. Des employés ont saisi les prud'hommes pour contester leur licenciement ou obtenir des indemnités. «Certains procès sont encore pendants, d'autres ont pu se régler conventionnellement», ajoute Stefan Disch.

Le Ministère public a écarté le soupçon de fraudes, même si ce système reposant sur une foule de mandats «manquait de rigueur et d'efficacité». Le montant des honoraires facturés - fixés, peu importe la tâche, à 135 francs, à titre de moyenne - a été jugé adapté par le procureur. **V.M.A.**

Finances

L'EVAM boucle sur un déficit

«L'exercice 2018 de l'Établissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM) boucle avec un excédent de charges de 497 681 francs», a sommairement communiqué le Conseil d'État à l'issue de sa dernière séance avant la pause estivale, début juillet. Conformément à la loi, «la perte est portée au fonds d'égalisation». Le budget 2018 de l'EVAM atteignait 156 millions de francs, dont 20% - soit 31 millions - affectés aux loyers des appartements, foyers et locaux de l'institution. Le nombre de requérants étant en baisse depuis 2015, l'EVAM a réduit sa voilure ces dernières années. **V.M.A.**

Préverenges

Manuel Zenger à la Municipalité

C'est Manuel Zenger qui succédera à Jérôme Azau à l'Exécutif. Comme prévu, le scrutin a été serré, dimanche, puisque le candidat a obtenu 421 voix, contre 408 pour Béatrice Moser. Ils étaient deux en lice pour ce second tour, après un premier tour à quatre partants, en compagnie d'Antoine Chappuis et de Serge Risse, qui avaient ensuite renoncé. À noter que Manuel Zenger était déjà arrivé en tête à l'époque, avec 311 voix, contre 302 pour sa dauphine Béatrice Moser. **R.H.**

Cours de maths réservés aux filles: avis partagés

École

L'idée évoquée par Césia Amarelle donne lieu à des réactions contrastées chez les représentants des parents et des enseignants

Des classes de mathématiques réservées aux filles pour lutter contre les inégalités. L'idée sera discutée et, si elle apparaît pertinente, elle sera concrétisée, annonçait Césia Amarelle dans «Le Matin Dimanche» du 14 juillet. La cheffe du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture entend éviter que les inégalités de genre ne se creusent dans les filières techniques, où les filles restent largement minoritaires. Elle explique que les outils déjà mis en place ont permis «d'infléchir la tendance», mais souhaite aller plus loin. «Si nous ne faisons pas aujourd'hui ce travail de réconciliation des filles avec les MINT (*ndlr: mathématiques, informatique, sciences naturelles et techniques*), le risque est qu'elles se coupent très tôt de toutes ces branches survalorisées sur le marché du travail et que dans dix ans il y ait encore plus de discriminations», explique-t-elle au «Matin Dimanche».

Aller encore plus loin

Des cours de maths réservés favoriseraient-ils l'engagement des filles dans ce type de filières? «C'est l'une des réponses, mais ce n'est de loin pas la seule, relève Julien Eggenberger, président du



Le Département de la conseillère d'État Césia Amarelle va étudier la pertinence de cours réservés, pour «réconcilier» les filles avec les maths.

KEYSTONE

SSP-Vaud. Nous avons fait parvenir tout un cahier de revendications au Canton, et ça n'a pour l'instant donné lieu à aucune discussion. Je pense par exemple à la visibilité des filles dans les manuels scolaires. Nous apprécions donc le volontarisme sur ce point mais pensons que l'effort doit être plus large. Il doit surtout être fait très tôt et concerner tout le monde, pas uniquement la voie pré-gymnastique.»

Présidente de l'Association vaudoise des parents d'élèves, Marie-Pierre Van Mullem évoque, elle, «une option intéressante pour inverser la tendance». «Il faut en revanche que la société bouge, car ces inégalités ne sont pas de la seule responsabilité de l'école,

même s'il faudrait aussi réfléchir à l'élitisme de l'école vaudoise et à l'orientation précoce des enfants, qui peut les couper de certaines découvertes.»

«On sait que ce n'est pas une question d'intérêt ou de compétences des filles, mais aussi de modération et d'animation de la part des enseignants, même si c'est inconscient», souligne Sylvie Villa. Ancienne responsable du domaine Ingénierie et Architecture de la HES-SO et candidate PDC au Conseil d'État en 2017, elle a lancé LYVatech, un programme sous forme de mentorat censé encourager l'accès des jeunes filles aux métiers techniques. «Les cours spécifiques sont des temps privilégiés qui peuvent par exemple permettre

d'oser les «questions naïves». Dans un contexte classique les filles les retiennent plus facilement, car elles grandissent beaucoup dans la perspective de plaire.»

Gilles Pierrehumbert est plus réservé. Le président de la Société vaudoise des maîtres secondaires estime que «la non-mixité peut être intéressante à plus large échelle» mais s'étonne qu'on «veuille faire de l'exclusif tout en prônant l'école inclusive. On ajouterait une mesure là où il faudrait une politique globale. Les ressources diminuent, on veut inclure tout le monde et en même temps il faudrait doubler des groupes comme les maths-physique qui sont souvent à effectif réduit.» **Romarc Haddou**

Si j'étais un rossignol

par Gilbert Salem



Rivalités régionales et Sarine opaline

Jadis, il fallait être de nulle part, se déclarer «citoyen du monde», et c'était enivrant d'être un ballon de baudruiche emporté par la brise, le foehn ou les alizés. Or ces vents utopiques sont sur le point de tomber et l'idée d'une fraternité planétaire de s'altérer. Une conception de la mondialisation, que vos vieux camarades des «clairs de lune» sur la butte de Montbenon n'ont pas saisie au vol, se révèle trop techno-numérique et financière. Même Lulu Grognoz, une passionaria locale qui préconisait un humanisme universel, y a perdu son espérance et son volapük. Désormais, mieux vaut appartenir à telle ethnie plutôt qu'à une autre, et brandir une croix blanche nationale, voire un modeste écusson communal assorti d'un idiome ancestral. Nos voisins germaniques abusent du *Schwyzertüsch* au détriment du *Hochdeutsch*, tandis qu'à Paris nous passons pour des franco-phones aléatoires. L'heure serait donc venue d'affermir notre identité romande en désavouant la langue de Molière, de Proust et de Ramuz (!) pour revaloriser nos divers patois, même si les seuls gens capables de les parler sont des caciques chenus et édentés.

«Non, notre frontière nationale ne se compose pas de rösti bourratif!»

Les Alémaniques nous feraient un procès en insouciance et en flemmardise. Nos blagouettes les amusent, mais ils nous tiennent pour une peuplade encombrante, une greffe historique. En retour, nous leur faisons celui d'une suffisance tout aussi caricaturale et d'une culture gastronomique se réduisant à un rissolage croustillant de patates ordinaires! Pourtant, ce qui vraiment nous différencie est notre rapport avec le temps qui passe. Eux le gèrent avec rigueur et performance. Ici, il est moins productif mais pas moins inspirant (notre EPFL ne jalouse plus l'EPFZ). Notre flair latin préfère l'associer au chant des saisons.

Bref, tout cela n'est jugé qu'à votre doigt mouillé. Trempez-le dans les eaux vives de la Sarine et prenez de la hauteur: vous verrez qu'elle prend sa source au col du Sanetsch, en Valais, parcourt 120 km avant de se jeter dans l'Aar. Qu'elle est couleuvrine par ses méandres, ses squames et ses reflets, tantôt émeraude, tantôt jade vert, tantôt ambre jaune ou opaline.

Non, notre frontière nationale ne se compose pas de rösti bourratif! Sa beauté fluide et mouvante sépare deux mentalités incohérentes où, depuis des siècles, on parvient à se mettre d'accord pour mieux se désaccorder. Son ruissellement devrait inspirer un hymne patriotique.